

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des procédures environnementales et foncières

installations classées pour la protection de l'environnement

**La préfète de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
2017 n° 69 du - 5 AVR. 2017

**Société ANGERS ENROBÉS, située 21 rue du Bocage
sur la commune de Mozé-sur-Louet
Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D1-77-n°701 délivré le 30 mars 1977 à la société ANGERS ENROBÉS pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud située 21 rue du Bocage, sur le territoire de la commune de Mozé-sur-Louet (49610) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2013 actualisant les prescriptions dans le cadre de la modernisation des installations exploitées par la société ANGERS ENROBÉS, à chaud située 21 rue du Bocage sur le territoire de la commune de Mozé-sur-Louet (49610) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

[Vu les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 6 janvier 2017, 25 janvier 2017 et 16 mars 2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 07 décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la société Angers Enrobés exploite une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud dont les rejets à l'atmosphère dépassent la valeur limite réglementaires applicable sur le paramètre COV non méthaniques ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions aux articles 27 (7°) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (rendues applicables aux installation de Angers Enrobés par le §VII de l'article 70 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998) susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Angers Enrobés de respecter les dispositions de l'article 27 (7°) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 - La société ANGERS ENROBÉS, dont le siège social est situé 21 rue du Bocage, 49610 Mozé-sur-Louet, exploitant une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud à cette adresse est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 27 (7°) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé afin que ses rejets à l'atmosphère ne dépassent pas la valeur limite réglementaire applicable sur le paramètre COV non méthaniques, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de Mozé-sur-Louet et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Mozé-sur-Louet et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Mozé-sur-Louet, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société ANGERS ENROBÉS.

Fait à ANGERS, le - 5 AVR. 2017

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI

Délais et voies de recours - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.